



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°...~~164~~...DU ...~~13~~...MARS 2019

METTANT LA SOCIÉTÉ NOUVELLE SOGEPIERRE
EN DEMEURE DE RENOUVELER LES GARANTIES FINANCIÈRES DE REMISE EN ÉTAT
DE LA CARRIÈRE SITUÉE À MAGNY-LAMBERT

Société Nouvelle SOGEPIERRE

Commune de Magny-Lambert

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8, L.516-1, L.511-1, R.516-1 à R.516-5 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002 autorisant la société SOGEPIERRE à exploiter d'une carrière située à Magny-Lambert pendant quinze ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située à Magny-Lambert à la société Nouvelle SOGEPIERRE et actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière et notamment ses articles 6 et 8 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 prolongeant l'autorisation d'exploiter jusqu'au 24 avril 2019 ;

Vu L'acte de cautionnement solidaire, d'un montant de 368 091 €, établi le 17 juillet 2015 par la société QBE Insurance pour la remise en état de la carrière ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 7 février 2019 ;

Vu le courrier du 19 février 2019 de la préfecture informant l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision, de la mise en demeure susceptible de lui être notifiée, et lui accordant un délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai imparti mentionné dans le courrier le 19 février 2019 susvisé ;

Considérant que la société Nouvelle SOGEPIERRE a été autorisée à exploiter une carrière située à Magny-Lambert par arrêté préfectoral du 24 octobre 2002 pour une durée de 15 ans ; que l'autorisation d'exploiter a été prolongée jusqu'au 24 avril 2019 ; que l'acte de cautionnement solidaire constitué pour la remise en état de la carrière de Magny-Lambert expire le 24 avril 2019 ;

Considérant que les garanties financières, dans le cas des carrières, sont destinées à assurer la remise en état du site après fermeture ; que les garanties financières doivent être constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance ; que, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation ;

Considérant toutefois que le préfet détermine la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée, lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée ; que la décision du préfet constatant qu'il n'y a plus lieu de maintenir les garanties financières est communiquée au garant ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière susvisé dispose que l'attestation de constitution des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance ; que la société Nouvelle SOGEPIERRE n'a pas transmis à la préfecture de document qui atteste la constitution des garanties financières et méconnaît les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière susvisé ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière susvisé dispose que l'obligation de disposer de garanties financières ne peut être levée que par arrêté préfectoral, après constat établi par l'inspecteur des installations classées de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité ; que la société Nouvelle SOGEPIERRE méconnaît les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 actualisant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière susvisé ;

Considérant que le montant des garanties financières de remise en état de la carrière s'élève à trois cent soixante-huit mille quatre-vingt-onze euros (368 091 €) ; que ce montant, après actualisation en fonction de l'évolution de l'indice TP01 et selon la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé s'élève à trois cent quatre-vingt-deux mille quatre cents euros (382 400 €) ; que ce montant permet de financer les travaux de remise en état du site ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai

qu'il détermine ; qu'il y a lieu de mettre la société Nouvelle SOGEPIERRE en demeure de renouveler les garanties financières de remise en état de la carrière ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Côte-d'Or

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : La société Nouvelle SOGEPIERRE, RCS DIJON 522 743 285 00010, dont le siège social est situé à Chamesson – 21400 Châtillon-sur-Seine, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de renouveler les garanties financières de remise en état de la carrière située à Magny-Lambert dans les conditions fixées par l'article R.516-2 du code de l'environnement et par les articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 susvisé.

Article 2 : Faute pour la société Nouvelle SOGEPIERRE de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la société Nouvelle SOGEPIERRE.

Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans le délai mentionné au premier alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Nouvelle SOGEPIERRE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de Magny-Lambert,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or)

Fait à Dijon, le 19 MARS 2019

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT